

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 14 septembre au 18 septembre 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION

(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

Faits marquants

- ❖ **Régional** : La BAD lance un cadre de réponse face à la crise de l'énergie et des engrais
- ❖ **Burundi** : L'inflation recule à nouveau en août et se situe proche de l'objectif de la Banque Centrale
- ❖ **Ouganda** : Démarrage de la production pétrolière annoncé pour juin 2027

LE CHIFFRE A RETENIR

+9,4 %

**RWANDA : CROISSANCE DU PIB AU 2^E
TRIMESTRE 2026**

Le graphique de la semaine

Kenya : réserves de change de la Banque centrale

- en mois d'importations -



Les réserves de change sont généralement appréciées en mois d'importations de biens et services, en rapportant le stock de réserves officielles au montant moyen des importations mensuelles. Le FMI retient traditionnellement un seuil minimal d'environ trois mois d'importations comme indicateur simple d'adéquation des réserves. Un niveau suffisant de réserves de change permet à une économie de faire face à ses besoins de financement extérieur et d'absorber les chocs externes, tout en contribuant à préserver la stabilité de sa monnaie et la confiance des investisseurs.

Après s'être progressivement érodées jusqu'à un creux de 3,5 mois d'importations fin 2023, les réserves de change du Kenya se sont fortement reconstituées depuis 2024, pour atteindre environ 6,3 mois d'importations en 2026 (plus de 15 Md USD), un niveau proche des plus hauts observés depuis 2014. Le retournement intervient début 2024 : l'émission d'un Eurobond de 1,5 Md USD permet de refinancer l'échéance de juin 2024, réduit les tensions sur le financement extérieur et accompagne l'appréciation du shilling. Plus récemment, les réserves ont été mises sous pression par la hausse des cours pétroliers liée au conflit au Moyen-Orient, avant d'être à nouveau renforcées en juillet 2026, notamment grâce au décaissement de la Banque mondiale (750 M USD). Le maintien des cours pétroliers à un niveau élevé constitue le principal facteur de risque à court terme.

REGIONAL

La BAD lance un cadre de réponse face à la crise de l'énergie et des engrais

Le 1^{er} septembre 2026, la Banque africaine de développement (BAD) a approuvé le Cadre de réponse à la crise mondiale de l'énergie et des engrais (*Global Energy and Fertilizer Crisis Response Framework* - GEFCRF). Ce cadre répond à la hausse des prix de l'énergie, des aliments et des engrais ainsi qu'aux perturbations commerciales liées à la crise moyen-orientale. Doté de 4,1 Md USD de prêts additionnels de la BAD et de jusqu'à 960 M USD du Fonds africain de développement (FAD), son guichet concessionnel, le GEFCRF porte l'objectif de prêts de la Banque en 2026 à environ 12,7 Md USD. Piloté par la demande, le mécanisme est prévu pour une durée initiale d'un an, à l'issue de laquelle il sera réexaminé. Ses objectifs sont ciblés en quatre piliers : stabiliser l'économie (financements contracycliques, amortisseurs à court terme), sécuriser l'approvisionnement en aliments, énergie et engrais via le financement d'urgence et du commerce, protéger les dépenses prioritaires et les ménages vulnérables, notamment les femmes et les jeunes, et réformer pour réduire la dépendance aux marchés extérieurs volatils.

Les Nations-Unies et DHL s'associent pour accompagner les PME dans le commerce intra-africain

La Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) et DHL Express Sub-Saharan Africa, filiale du groupe DHL, ont signé le 14 septembre à Addis-Abeba un accord de trois ans visant à faciliter l'accès des PME africaines aux marchés régionaux et à la ZLECAf. Le partenariat, mis en œuvre via GoTrade DHL, programme consacré à l'accompagnement des PME dans le commerce international, prévoit des formations sur les procédures douanières, la logistique, le commerce électronique, la conformité réglementaire et le financement du commerce, en ciblant les entreprises détenues par des femmes et des jeunes. L'initiative répond ainsi aux difficultés rencontrées par les entreprises africaines pour accéder aux marchés régionaux. Selon un rapport de la Banque mondiale publié en août 2026 (*Integrating Africa From Threads to Hubs*), environ 60 % des coûts commerciaux en

Afrique résultent de contraintes internes, notamment des inefficacités douanières et logistiques.

MCB accorde un financement de 51 M USD à Tolaram pour soutenir son expansion en Afrique

La Mauritius Commercial Bank (MCB) a annoncé début septembre avoir accordé à la société Tolaram une facilité de prêt à moyens terme de 51 M USD afin de refinancer une partie du financement à court terme lié à l'acquisition de Guinness Nigeria Plc. Cette opération permet à Tolaram d'allonger la maturité de sa dette et de bénéficier de clauses financières adaptées à ses objectifs de croissance. La transaction renforce également la stratégie de la MCB sur le corridor Singapour-Afrique, en accompagnant les investissements et flux de capitaux entre l'Asie et l'Afrique.

Le Soudan du Sud discute avec le Kenya pour faciliter leur commerce bilatéral

Des responsables sud soudanais et kényans se sont réunis à Nairobi pour discuter des entraves au commerce et à la connectivité routière, dans un contexte de baisse des échanges (passés de 246 M USD en 2023 à 168 M USD en 2025). Les deux parties ont convenu de supprimer les postes de contrôle illégaux, les inspections redondantes ainsi que les documents coûteux, et d'améliorer la sécurité et la protection des commerçants. Les discussions ont également abordé l'amélioration de la liaison routière entre Mombasa et Juba, notamment grâce à une route directe passant par Nadapal à la frontière. Le Soudan du Sud dépend actuellement d'une route plus longue passant par Kampala. Le Kenya a achevé le tronçon reliant Nadapal à son réseau routier et fait pression sur Juba pour achever la partie restante de 11 km entre Nadapal et Nakodok, du côté du Soudan du Sud. Une fois achevée, cette route devrait réduire le temps d'acheminement des marchandises de 14 à 7 jours.

BURUNDI

L'inflation recule à nouveau en août et se situe proche de l'objectif de la Banque Centrale

Selon l'Institut national de la statistique du Burundi (INSBU), l'inflation en glissement annuel a légèrement reculé en août 2026 (+8,4 %, contre +8,7 % en juillet), bien en deçà des +34,5 % enregistrés en août 2025. La hausse des prix alimentaires a

diminué (+2,6 %, contre +2,8 %). Les prix non alimentaires restent la principale source de pression (+16,3 %, contre +17,0 %), portés par l'habillement et les chaussures (+38,8 %, contre +36,5 %), le logement, l'eau, le gaz, l'électricité et autres combustibles (+20,1 %, contre +22,9 %) ainsi que la restauration et l'hôtellerie (+15,0 %, contre +19,2 %). L'inflation sous-jacente a également diminué (+8,2 %, contre +9,0 %). L'inflation globale se rapproche désormais de l'objectif de +8,0 % de la Banque de la République du Burundi, qui correspond aussi au plafond de convergence de la Communauté d'Afrique de l'Est.

COMORES

Lancement du projet régional RESIslands sur le climat

Les Comores ont accueilli, le 10 septembre 2026, le lancement national de RESIslands, un projet régional de 4,9 M USD sur 30 mois, mis en œuvre par la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA). Financé par le Fonds vert pour le climat, le projet couvre neuf pays : Cap-Vert, Comores, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Madagascar, Maurice, Sao Tomé-et-Principe, Seychelles et Tanzanie (Zanzibar). Il vise à renforcer l'évaluation des risques climatiques, les systèmes d'alerte précoce et la préparation de projets susceptibles d'accéder aux financements climatiques internationaux.

DJIBOUTI

Signature les accords américains Artemis sur l'exploitation des ressources spatiales

Le lundi 14 septembre, l'ambassadeur de Djibouti aux États-Unis, a signé les accords Artemis sur l'exploitation des ressources spatiales. Cette signature intervient après le Sommet international de l'espace, qui s'est tenu à Paris les 9 et 10 septembre et auquel le président djiboutien a participé. Créés en 2020 à l'initiative des États-Unis, ces accords visent à établir un ensemble de principes destinés à encadrer les activités des États et des entreprises sur la Lune, Mars, les astéroïdes et les comètes. Leurs signatures permettent aux États de participer au programme Artemis de la NASA. À ce jour, 67 pays sont signataires, parmi lesquels les États membres de l'Union européenne, l'Inde, la

Corée du Sud ou encore la Turquie. Cette signature s'inscrit dans la volonté des autorités djiboutiennes de développer leurs activités spatiales. Le programme spatial djiboutien, lancé en 2020, a permis la mise en orbite de deux satellites, en 2023 et 2024. Le premier avait par ailleurs été construit en partenariat avec le Centre spatial universitaire de Montpellier.

ÉTHIOPIE

Les transferts de fonds ont augmenté de + 15,5 % sur l'exercice budgétaire 2025/26

Les transferts de fonds de la diaspora éthiopienne ont atteint 8,2 Md USD (environ 5 % du PIB) sur la FY2025/2026, contre 7,1 Md USD en FY 2024/2025, soit une augmentation de + 15,5 %. Ces chiffres, annoncés par le directeur général des Services éthiopiens de la diaspora, sont basés sur les données de la Banque centrale éthiopienne (NBE). Cette contribution de la diaspora reste néanmoins relativement modeste à l'échelle mondiale, mais place tout de même l'Éthiopie au quatrième rang en Afrique, derrière l'Égypte, le Nigeria et le Maroc. Cette hausse des transferts de fonds est également favorisée par l'unification du taux de change, dans le cadre de la réforme soutenue par le FMI et engagée depuis juillet 2024, avec l'adoption d'un régime de change flottant.

Extension du port sec éthiopien de Modjo pour un montant total de 240 M USD

L'Éthiopie a inauguré l'extension du hub logistique de Modjo, un projet financé à hauteur de 240 M USD par la Banque mondiale, dont 90 M USD supplémentaires approuvés en 2023 en raison des retards et surcoûts. Situé à 70 km d'Addis-Abeba, le hub doit désormais pouvoir traiter jusqu'à 1 million de conteneurs de 20 pieds par an, contre des volumes d'activité encore largement inférieurs à cette capacité. Modjo constitue un maillon stratégique du commerce extérieur éthiopien : le site traite plus de 80 % des marchandises entrant dans le pays et se trouve relié au corridor Éthiopie-Djibouti, par lequel transitent un peu plus de 97 % des échanges extérieurs éthiopiens. L'extension comprend notamment six nouveaux entrepôts, des voies dédiées aux camions, des systèmes numériques et des grues ferroviaires. La Banque mondiale souligne toutefois que la rentabilité du projet dépendra de l'amélioration des procédures douanières, de la

coordination des différents maillons du corridor et de la participation du secteur privé.

La grande saison des récoltes menacée par la faible pluviométrie due à l'effet EL Niño

D'après le réseau des systèmes d'alerte précoce contre la famine (FEWS NET), la faible pluviométrie liée à l'effet El Niño dont le déficit a dépassé 50 % menace la grande saison de récolte éthiopienne. Selon FEWS NET, le déficit pluviométrique a retardé les semis, compromettant les cultures dans le nord, le centre et l'est du pays. Dans les zones pastorales telles que l'Afar et le sud-est du pays, les pâturages et l'eau deviennent de plus en plus rare affectant la production de lait et les revenus issus de l'élevage. Dans le Tigray, certains agriculteurs ont été forcés de semer à plusieurs reprises, après l'échec de la levée des cultures. Ainsi, FEWS NET prévoit des conditions de crise alimentaire jusqu'en janvier 2027, maintenant le niveau IPC3 dans plusieurs zones avec des situations d'urgence IPC 4 pour certains ménages. De ce fait, la FAO sollicite 50 MUSD pour soutenir 4,66 M de personnes exposés à la sécheresse dans 114 woredas (districts) du pays.

KENYA

Construction prévue de 15 hôpitaux avec l'appui de l'Italie

Le 8 septembre 2026, le ministère kényan de la Santé a signé une lettre d'intention avec GKSD Investment Holding, en présence du président Ruto, pour la construction de 15 hôpitaux dans 15 comtés : 13 hôpitaux de référence de comté (*Level 5 county referral hospitals*) et deux hôpitaux nationaux d'enseignement et de référence (*Level 6 national teaching and referral hospitals*). Selon un communiqué de GKSD, le programme représente un investissement estimé à 419 M USD. GKSD est une coentreprise entre *GK Investment Holding*, fondée par l'homme d'affaires tunisien Kamel Ghribi, et *Gruppo San Donato*, premier groupe hospitalier privé d'Italie. Le projet s'inscrit dans le cadre du Plan Mattei italien pour l'Afrique. Les modalités de financement restent toutefois à finaliser : le ministère des Finances (*National Treasury*) doit poursuivre les discussions avec le gouvernement italien, tandis que le ministère de la Santé est chargé d'accélérer les démarches techniques, réglementaires et administratives nécessaires au lancement du programme.

Proparco investit 1,5 M USD dans la start-up de mobilité électrique Arc Ride

Le 8 septembre 2026, Proparco a annoncé une prise de participation de 1,5 M USD dans Arc Ride Ltd., qui conçoit des motos électriques pour les villes africaines, avec un réseau de recharge et un système d'échange de batteries. L'entreprise détient environ 30 % du marché nairobi des deux-roues électriques et est partenaire de Greenwheels, gestionnaire de flotte privilégié d'Uber en Afrique. Cet investissement s'inscrit dans une levée de 33,3 M USD, combinant une série A de 23 M USD et 10 M USD de dette. La série A a été menée par les fonds Novastar Ventures et Norrskén22, avec la Société financière internationale (SFI), British International Investment (BII, homologue britannique de Proparco) et Proparco comme co-investisseurs. Les fonds financeront 5000 motos électriques et des infrastructures de recharge, au Kenya et en Afrique du Sud, en Ouganda, en Tanzanie et au Ghana. Le projet devrait créer plus de 300 emplois directs et près de 2900 indirects, et éviter environ 100 000 tonnes de CO₂ par an.

DP World et GulfCap Africa s'associent pour développer une zone économique spéciale de 222 hectares à Mombasa

Le 9 septembre 2026, DP World a signé un accord avec la société d'investissement kényane GulfCap Africa pour développer le Mombasa Industrial Park, une zone économique spéciale (ZES) de 222 hectares. Signé en présence du président William Ruto, l'accord prolonge le partenariat annoncé début août et confirme l'expansion du groupe en Afrique de l'Est. Une première phase portera sur 40 hectares, l'ensemble du projet visant à attirer des investissements directs étrangers (IDE) et à élargir la base manufacturière du Kenya.

MADAGASCAR

Accord sur l'indemnisation de Polo Garments Majunga à hauteur de 11 M USD

Le gouvernement malgache a annoncé avoir accepté le paiement de l'indemnisation de l'entreprise textile Polo Garments Majunga (PGM, groupe ANSI appartenant aux frères De Sutter) à hauteur de 11 M USD, à la suite de la visite du Président de la Refondation à Bruxelles. Entreprise

franche, incendiée lors des événements politiques de fin janvier 2009, PGM avait engagé des procédures contre de l'Etat malgache, notamment devant le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) de la Banque mondiale. En 2020, le Tribunal arbitral du CIRDI avait rendu une sentence défavorable à l'Etat malgache le condamnant à verser un montant avoisinant 7 M USD. Le gouvernement précédent avait alors engagé un recours en annulation de la sentence, rejeté en 2022. Le refus de l'Etat de conformer à la décision avait entraîné l'accumulation d'intérêts sur plus d'une décennie, portant le montant total de l'indemnisation à 13 M USD. L'accord conclu avec PGM ramène ce montant à 11 M USD.

MAURICE

L'économie continue d'enregistrer des gains de productivité, malgré des performances contrastées selon les secteurs

Selon le Recueil d'indicateurs de productivité de l'OCDE 2026, entre 2016 et 2025, la valeur ajoutée brute (VAB) réelle a progressé de +2,4 % par an en moyenne, à Maurice, tandis que la productivité du travail augmentait de +2,2 %. En 2025, la croissance de la VAB s'est établie à 3,1 %, contre 1,6 % pour la productivité du travail. Le secteur manufacturier demeure toutefois peu dynamique : sa production réelle n'a progressé que de +0,5 % par an, tandis que l'emploi reculait de -1,6 %. S'agissant des entreprises tournées vers l'exportation, les baisses ont été plus marquées, avec une contraction annuelle de -3,4 % de la production et de -6,1 % de l'emploi. Le coût unitaire du travail a augmenté de +3,5 % par an en moyenne en roupies, mais a diminué de -0,7 % en dollars, notamment sous l'effet de la dépréciation de la roupie. En 2025, il a néanmoins progressé de +4,0 % en roupies et de +4,8 % en dollars. A titre de comparaison, la productivité du travail dans l'OCDE n'a progressé que de 1,3 % par an en moyenne entre 2010 et 2019, avant de ralentir davantage ces dernières années. Maurice conserve ainsi une dynamique de productivité relativement solide, malgré d'importantes disparités entre secteurs.

OUGANDA

Le FMI affirme sa confiance dans la croissance et souligne les perspectives favorables

Au terme de la consultation au titre de l'article IV, le FMI a publié, en août, une [déclaration](#) saluant la poursuite d'une croissance soutenue, s'appuyant sur une demande intérieure forte, une inflation faible et l'accélération de la croissance du crédit au secteur privé. Le démarrage de la production pétrolière, prévue en 2027, contribuera à ce dynamisme, à moyen terme, en améliorant l'équilibre budgétaire et la balance des paiements. Les risques à court terme procèdent de l'impact du conflit au Moyen-Orient (limité jusqu'à présent mais qui s'accroîtrait en cas de prolongation du conflit), du resserrement des conditions financières internationales, d'un retard de la production pétrolière, et de l'effet d'événements extrêmes liés au climat.

Démarrage de la production pétrolière annoncé pour en 2027

Cette entrée en service, très attendue, a été repoussée à plusieurs reprises au cours des deux dernières décennies. Le ministre des Finances, M. Henry MUSASIZI, a indiqué que l'oléoduc d'Afrique de l'Est (EACOP), construit et exploité par TotalEnergies, long de 1 443 kilomètres, serait prêt à recevoir du pétrole brut d'ici la mi-décembre 2026. Il pourrait alors commencer à recevoir le pétrole extrait du champ de Kingfisher, exploité par la China National Offshore Oil Corporation (CNOOC). La production du champ principal, situé à Tilenga et exploité par TotalEnergies, pourrait entrer en production début 2027.

Les transferts de revenus de la diaspora ont atteint 3 Md USD en 2025-2026

Ces transferts représentent l'une des principales sources de rentrées de devises du pays et un montant équivalent aux 3,2 Md USD d'investissements directs étrangers (IDE) et très supérieur aux 1,7 Md USD de recettes touristiques enregistrés au cours de la même période.

La devise se déprécie de -6 % face au dollar américain depuis fin août

Le shilling ougandais (UGX), qui avait connu une longue période de stabilité depuis la fin 2025, a clôturé le mois d'août à 3 704 UGX pour un dollar. La situation évolue

rapidement, avec un dollar à 3 917 UGX lundi 14 septembre. Mardi, la Banque d'Ouganda a fixé le taux de change d'ouverture à 3 903 UGX, avant que la monnaie ne s'affaiblisse à 3 920 UGX.

RWANDA

Croissance de +9,4 % au 2^e 2026

L'économie rwandaise a progressé de +9,4 % au T2 2026 (après +7,8 % au T2 2025), portée principalement par l'industrie et les services, selon les données publiées par l'Institut national de la statistique du Rwanda (NISR) le 15 septembre 2026. L'industrie a enregistré la plus forte croissance (+18 %, après +7 % au T2 2025), suivie des services (+7,0 %, après +9,0 %) et de l'agriculture (+4,0 %, après +8,0 %). Dans l'industrie, la construction (+24 %) a assuré l'essentiel de la contribution du secteur, tandis que les mines et carrières ont progressé de 26 % et l'industrie manufacturière de 10 %, tirée par les produits métalliques et machines (+51 %). Les services restent le premier secteur, avec 51,0 % du produit intérieur brut (PIB), devant l'industrie (23,0 %) et l'agriculture (21,0 %). Aux prix courants, le PIB a atteint environ 4,9 Md USD au T2 2026, contre environ 4,1 Md USD au T2 2025.

Le groupe américain Almonty et Kigali s'associent dans le tungstène

Almonty Industries, producteur de tungstène basé aux États-Unis, a signé le 14 septembre 2026 un accord de coentreprise contraignant avec le gouvernement rwandais, selon un communiqué de l'entreprise. Almonty détiendra 75 % d'Almonty Rwanda et Kigali 25 %, en échange de l'apport de la concession d'exploration de Shyorongi (32 km², district de Rulindo) et d'une licence pour une unité mobile de traitement des résidus miniers. Dans un premier temps, la coentreprise achètera du minerai, du préconcentré et des résidus auprès de titulaires de licences locaux, dont des petits exploitants, pour l'export, dans l'attente d'une usine de traitement nationale, conditionnée à un accord ultérieur. Facilité par le Département d'État américain, l'accord s'inscrit dans le cadre économique États-Unis-Rwanda de 2025 et les Accords de Washington (accord de paix entre la République démocratique du Congo et le Rwanda). Il précède l'entrée en vigueur, le 1er janvier 2027, de règles américaines sur les marchés de défense exigeant la traçabilité du

tungstène. Le Rwanda reste le seul pays africain parmi les dix premiers producteurs mondiaux.

Fitch confirme la note « B+ », perspective stable

Le 11 septembre, Fitch Ratings a confirmé la note de long terme du Rwanda à « B+ », perspective stable. L'agence salue une gouvernance supérieure aux pairs, une forte croissance (7,8 % en 2026, contre 4,5 % pour les pays de même notation), une dette extérieure concessionnelle à 87 % et l'appui constant des bailleurs, dont le programme du Fonds monétaire international (FMI) de juin.

SEYCHELLES

Approbation du cadre stratégique sur les Zones économiques spéciales par le gouvernement

Le gouvernement seychellois a approuvé lors du Conseil des ministres le 9 septembre le cadre stratégique relatif à l'établissement des Zones économiques spéciales (ZES), ainsi que l'élaboration d'une nouvelle loi sur les ZES abrogeant la loi de 1995 sur les Zones de commerce international. Ce nouveau cadre permettra de moderniser le régime d'investissement en créant des zones spécialisées pour les services financiers, les ports francs, les parcs commerciaux et industriels, ainsi que l'économie bleue à travers une gouvernance, des licences, des mécanismes incitations et des exigences de substance économique adaptées à chaque type de zone. L'objectif est d'attirer les investissements à forte valeur ajoutée, de promouvoir la diversification économique, de renforcer les exportations et la logistique, et de soutenir l'innovation et la création d'emplois.

SOUDAN

Accord pour la réhabilitation de la raffinerie de Khartoum

Le ministère de l'Énergie et du Pétrole et le groupe saoudien Tuwaiq ont signé un protocole d'accord pour la réhabilitation de la raffinerie de Khartoum et la construction d'une nouvelle raffinerie à Port-Soudan. Cette signature a eu lieu à l'issue de discussions techniques et sur les aspects financiers du projet, au cours d'une visite d'une semaine du groupe au Soudan. Aucune données précises, sur les capacités ou les montants des investissements envisagés, n'ont été communiquées.

SOUDAN DU SUD

Le Programme alimentaire mondial signale un déficit de 416 M USD pour les six prochains mois

Le Programme alimentaire mondial (PAM) indique avoir besoin de 86 M USD immédiatement et de 416 MUSD au cours des six prochains mois pour maintenir ses opérations humanitaires. Le PAM signale que les besoins humanitaires atteignent leur niveau le plus élevé depuis 14 ans. Les difficultés économiques et l'impact du changement climatique ont encore aggravé la crise humanitaire. D'après le directeur exécutif adjoint, environ 7,8 millions de personnes (près de la moitié de la population du Soudan du Sud) ont du mal à se nourrir tous les jours. Le PAM assiste 3 millions de personnes mais ce chiffre pourrait tomber à 1 million d'ici fin septembre en l'absence d'une hausse du financement.

TANZANIE

Tanzanie-Corée du Sud : accélération des projets financés par l'EDCF

La Tanzanie cherche à renforcer les investissements coréens pour soutenir son industrialisation. Les deux pays ont convenu d'accélérer la mise en œuvre d'un engagement de financement de 2,5 Md USD destiné aux infrastructures, aux technologies, à l'industrie manufacturière et à la santé. Lors de la conférence KOAFEC à Séoul, le ministre des Finances Khamis Mussa Omar a appelé à renforcer la coordination avec Korea Eximbank, gestionnaire de l'EDCF, afin de réduire les délais de préparation des projets. Parmi les initiatives examinées figurent le Smart ICT College de Dodoma, des infrastructures hospitalières, la route Ifakara-Mahenge et l'acquisition de voitures voyageurs pour le SGR. Entre 2020 et 2026, la Tanzanie a enregistré 13 projets d'investissement coréens, principalement dans l'industrie manufacturière (42 %). Le gouvernement souhaite également attirer des investissements dans les data centers, la 5G, la fintech et les technologies agricoles et médicales.